Journal des anthropologues

Association française des anthropologues

77-78 | 1999

Nouvelles configurations économiques et
hiérarchiques

La ville mange la terre. Désordres fonciers aux confins de Bamako

*The Town Devours the Land. Disorders Relating to Land Ownership on the
Borders of Bamako*

Françoise Bourdarias

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/jda/3072>

DOI : 10.4000/jda.3072

ISSN : 2114-2203

Éditeur

Association française des anthropologues

Édition imprimée

Date de publication : 1 juin 1999

Pagination : 141-160

ISSN : 1156-0428

Référence électronique

Françoise Bourdarias, « La ville mange la terre. Désordres fonciers aux confins de Bamako », *Journal des anthropologues* [En ligne], 77-78 | 1999, mis en ligne le 01 juin 2000, consulté le 25 juillet 2020.

URL : <http://journals.openedition.org/jda/3072> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/jda.3072>

Ce document a été généré automatiquement le 25 juillet 2020.

Journal des anthropologues

La ville mange la terre. Désordres fonciers aux confins de Bamako

The Town Devours the Land. Disorders Relating to Land Ownership on the Borders of Bamako

Françoise Bourdarias

- 1 La population de Bamako est passée de 658 275 à 1 016 167 habitants entre 1987 et 1997¹. La ville achève aujourd'hui d'occuper l'espace du district de Bamako². Depuis 1995, elle en franchit peu à peu les limites, les quartiers « spontanés » s'étendent et rejoignent au Nord les villages dépendant du Cercle de Kati. A l'extrémité nord du district, Bankoni peut être considérée comme la « zone d'extension spontanée » la plus importante de la capitale, elle dépend de la commune I. Lors du recensement de 1997, elle était divisée en six quartiers (52 237 habitants), dont Dianguinabougou était le plus récemment urbanisé (12 472 habitants). Depuis, de nouveaux quartiers se sont constitués plus au nord³, sur les territoires du village rural de Nafadji et de Sikoroni, ancien village depuis longtemps englobé par la ville. Leurs chefs concèdent des parcelles aux nouveaux arrivants, contre des sommes de plus en plus élevées, transgression apparente des règles coutumières régissant l'attribution des terres.
- 2 La ville de Bamako a connu plusieurs phases de lotissement, pendant la période coloniale en premier lieu. Les opérations en cours aujourd'hui dans les quartiers « spontanés » correspondent à une troisième étape du processus depuis l'indépendance. La programmation en avait été élaborée en 1979, dans le cadre d'un Schéma Directeur, dont la mise en œuvre avait progressé très lentement. En 1987, un « plan de réaménagement des quartiers spontanés » avait été conçu. En 1992, après la chute de Moussa Traoré, un programme, « sauvons notre quartier », prévoit « l'assainissement et la réhabilitation » de plusieurs zones prioritaires, dont Bankoni.
- 3 Les opérations d'aménagement sont définies de façon très classique : localisation d'équipements collectifs, adduction d'eau, drainage des eaux usées et, surtout, dégagement de voies de circulation permettant la conformité du quartier au « plan en damier » de rigueur. La réalisation de cette dernière mesure (la seule en cours à ce

jour), exige la résolution d'un problème foncier complexe. Les habitants des quartiers spontanés sont dépourvus de titres fonciers légaux. Leurs droits sur le sol relèvent de la coutume (droit d'usufruit transmissible). Si les procédures de lotissement se fixent pour but de « résoudre l'anarchie foncière », le code foncier lui-même recèle un certain nombre d'ambiguïtés. L'Etat malien se réfère au décret du 15 novembre 1935 promulgué par le pouvoir colonial. Il s'accorde ainsi un « droit latent ou éminent » sur toute terre ne relevant pas du droit écrit. Dans ce cadre, les droits d'occupation légaux accordés aux particuliers concernent des cessions « précaires ». Depuis 1986, le code foncier « tolère » (selon certains auteurs « encourage ») l'existence d'un régime foncier « individualiste » permettant l'acquisition de titres définitifs. Ce double régime foncier fonde le développement d'un marché dont le fonctionnement se caractérise avant tout par l'opacité des transactions. S'y négocient en effet les parcelles pourvues de titres définitifs, les parcelles légalement concédées (pouvues d'une « lettre d'attribution »)... et les parcelles concédées selon le droit coutumier, bien moins onéreuses et dont la procédure de lotissement peut permettre de légaliser le droit d'usufruit⁴.

- 4 La maîtrise des règles de ce marché est liée aux positions occupées localement dans les rapports de domination économique et symbolique. Les transformations des formes d'appropriation du sol, les conflits qui en résultent permettent aussi de déceler les tensions globales qui les orientent. L'apparition d'un droit de propriété individuelle sur le sol peut être une réponse aux pressions exercées par le FMI et la Banque Mondiale (qui finance les projets urbains). Des chercheurs ont déjà souligné l'intérêt de ce régime foncier lorsqu'il s'agit d'augmenter les recettes fiscales (Vieillard-Baron, 1989 : 238-253). Certaines catégories sociales (commerçants, professions libérales) semblent également avoir revendiqué une modification du code foncier leur permettant d'échapper à la précarité des concessions légales. Les luttes dont le sol urbain est aujourd'hui l'enjeu constituent un indice révélateur du réaménagement des hiérarchies sociales dans un contexte de privatisation des entreprises et de crise économique.
- 5 Le terme d'habitat « spontané » (les guillemets qui lui sont affectés) révèle l'embarras du chercheur. Le recours aux notions de légalité et d'illégalité s'avérant peu pertinent, nous utilisons faute de mieux l'opposition occupation spontanée vs lotissement. Elle désigne cependant la progression d'une rationalité administrative conquérante imposant code domanial, cadastre et propriété individuelle du sol sur des espaces vierges (non réglementés). Bien sûr, de nombreux auteurs attireront l'attention sur la diversité des pratiques et des contextes juridiques, selon les aires culturelles et les périodes historiques. Lorsqu'il s'agit des villes africaines ou asiatiques, les désordres fonciers seront fréquemment liés à la confrontation de la règle administrative et de la coutume (de l'écrit et de l'oralité, de la tradition et de la modernité). Il reste que les faits observables sur le terrain peuvent conduire à remettre en cause la pertinence de cette dichotomie.
- 6 Les définitions locales de la coutume et de la loi sont multiples, et tout comme leurs usages, variables. Les réinterprétations, les bricolages qu'elles révèlent nous suggèrent en premier lieu de ne pas autonomiser la sphère du foncier.
- 7 A Bamako, la situation de désordre foncier est aujourd'hui vécue et désignée par les habitants les plus anciens des quartiers en voie de lotissement, et par les agents de l'administration. Par les nouveaux arrivants aussi, commerçants et fonctionnaires qui peu à peu élèvent leurs habitations « en dur » parmi les constructions de banco et les ruines des concessions « déguerpies »⁵. Elle est alors décrite comme une manifestation

particulière d'une confusion plus généralisée qui affecterait les lignages et les pouvoirs locaux, les échanges économiques et le tracé des territoires. Dans les quartiers, les récits d'expulsion, de spéculation foncière, de fraude, alimentent les « causeries ». Les droits des villages ruraux sur les terres urbanisées, les droits du premier occupant garantis par la tradition, les règles administratives, sont inlassablement commentés. Qui peut « donner » ou vendre une terre ? Qui « mange » dans ces transactions qu'on voit se multiplier ? Où le pouvoir de l'administration s'arrête-t-il et y échappe-t-on en franchissant les limites du district urbain ?

- 8 Sous de multiples formes, la tradition est alors mobilisée pour argumenter des positions en apparence irréconciliables, pouvoir de l'Etat ou des lignages sur les terres, prééminence des chefs de village et de quartier ou des élus municipaux, droit des « déguerpis » ou des populations aisées « de l'extérieur » sur les terrains lotis... Tentatives de compréhension et de mise en ordre d'un espace social perturbé.

La définition des droits fonciers

Nous gérons l'héritage de la colonisation... Et du régime précédent (fonctionnaire, direction régionale de l'Urbanisme)⁶.

- 9 Le développement de la ville de Bamako depuis la colonisation peut être lu comme un processus de conquête et de hiérarchisation de l'espace. La ville « européenne » gagne sur les villages et les quartiers « indigènes », inscrivant sur le sol ses normes d'aménagement urbain, ses conceptions de l'ordre hygiénique et de l'ordre public⁷.
- 10 Les pratiques administratives liées aux procédures de lotissement et les discours qui les légitiment se réfèrent bien aujourd'hui à la thématique de la conquête. Mais si la ville gagne du terrain sur l'espace rural, le pouvoir administratif prétend remédier à l'action des forces qui le pervertissent, et qu'il ne saurait contrôler de lui-même. « L'appât du gain », « l'affaiblissement de l'autorité des chefs de village », « l'individualisme », héritage de la colonisation, enclencheraient une spéculation foncière favorisée par l'afflux des ruraux. Les hauts fonctionnaires du Gouvernorat et des ministères définissent explicitement l'action de l'administration par opposition à un pouvoir colonial brutal, imposant sa loi sans compromis, au mépris des traditions locales. Par opposition également aux pratiques de « l'ancien régime », « d'avant la démocratie », stigmatisées pour leur complaisance envers les détenteurs corrompus des pouvoirs coutumiers.
- 11 La coutume doit être respectée, bien que ses droits puissent à l'occasion être qualifiés de « droits mineurs ». Elle est évoquée comme une puissance avec laquelle il convient de négocier. Elle doit aussi être vivifiée, réorientée. Vidée des relations hiérarchisées d'échange qui lui donnaient sa force, elle devient elle-même facteur de désordre. Les quartiers périphériques se sont développés sur des terres concédées autrefois par les chefs de villages ruraux à un premier occupant, devenu dès lors « chef de quartier », médiateur entre les nouveaux arrivants et la chefferie de terre. Aujourd'hui, nous dit-on, la référence au droit du premier occupant conduit certains à occuper des zones de friches urbaines réservées par la municipalité au recasement des expulsés. D'autres vendront aux limites du quartier des champs qui leur avaient été concédés, pour les cultiver, par des lignages villageois.

- 12 Les récits de pratiques administratives recueillis sont articulés par l'affirmation de deux principes, dont l'un relèverait de la loi, « l'Etat est le maître du sol », l'autre de la coutume « les droits de ceux qui mettent le sol en valeur doivent être établis et respectés ». Le premier pourrait exclure le second.

La prééminence de l'Etat sur le sol pourrait nous autoriser à ne pas prendre tant de précautions... pour occuper les terrains nécessaires à une zone de recasement... pour expulser les occupants illégaux de ces zones. Ce n'est pas comme ça qu'on procède au Mali, on reconnaît d'autres droits aux occupants (fonctionnaire, direction régionale de l'Urbanisme).

- 13 L'analyse de ces discours et des pratiques observées sur le terrain nous suggèrent quelques hypothèses. L'Etat, représenté à Bamako par le Gouvernorat du district, délègue la mise en valeur des terres urbanisées aux municipalités, dont il contrôle et oriente l'action. Ces dernières doivent en quelque sorte se comporter en chefs de terre avisés. Notamment en éclaircissant et en hiérarchisant les droits qui s'enchevêtrent et se superposent sur les sols qu'elles gèrent, en régulant les conflits, en attribuant les parcelles à ceux qui les « valoriseront » au mieux. Nous verrons que ce dernier critère, déterminant dans le contexte coutumier, prend un sens particulier en milieu urbain. Son application semblerait exiger des compétences que l'administration ne reconnaît pas aux chefs de terre locaux.
- 14 Les opérations de lotissement observables à Dianguinabougou peuvent être analysées sous cet angle. Elles se différencient selon une classification implicite des territoires. Les limites du district de Bamako constituent ici une première frontière, bien moins rigide qu'il pourrait le sembler. Enjeu de luttes constantes, elle suscite régulièrement les contestations des villageois⁸, et ne bloque nullement l'avancée des communes urbaines. Sur les terres relevant de la compétence du district, une autre limite sépare les zones de bâti dense, en progression régulière, et les zones d'habitat dispersé comportant une forte proportion de terres cultivées. Les champs sont exploités par les villages ruraux qui peuvent les concéder à des habitants du quartier. Sur les zones de bâti dense, les droits des chefs de terre villageois se sont éteints. On pourrait dire que les droits coutumiers sur le sol se sont figés jusqu'à se transformer en droits individuels, « non légaux » (au regard de l'Etat). La municipalité (ici la Commune I) applique alors le plan d'urbanisme de façon relativement rigide. Le tracé des voies (le dégagement des espaces publics) ne donne guère lieu à négociation. On verra ainsi des rangées d'habitations vouées à la destruction parce qu'elles empiètent de vingt centimètres sur le tracé d'une voie secondaire de douze mètres⁹; les concessions enclavées sont également supprimées. Lors des réunions de « sensibilisation » de la population, on insistera sur la « mise en valeur du quartier », constitué en « espace communautaire ».
- 15 Le recasement des « déguerpis » donne lieu, lui, à une procédure explicitement inspirée du droit coutumier. Mobilisant le témoignage du chef de quartier et de ses conseillers, on évaluera la conformité « aux normes traditionnelles » de l'installation, la durée de l'occupation, les investissements réalisés sur la parcelle (caractère durable ou précaire de la construction, creusement d'un puits, plantations...) « On voit alors ceux qui ont bien tiré parti de leur lot, qui s'en sont bien occupé », nous dira un conseiller municipal. Certains déguerpis pourront bénéficier d'une nouvelle parcelle dans une « zone de recasement », et devront construire dans un délai de deux ans. Ceux dont les parcelles sont épargnées ou peu touchées se voient attribuer un numéro de bornage et pourront obtenir une « lettre d'attribution » contre le versement d'une somme de

150 000 francs CFA¹⁰, composée d'une taxe et d'une participation aux frais de viabilisation. L'occupation d'une parcelle de recasement est soumise aux mêmes conditions. Il s'agit bien d'une concession légalisée par l'Etat, accordant un droit d'usufruit provisoire (transmissible) et non d'un droit de propriété définitif. Une telle distinction n'a pas de sens pour les anciens habitants. Le pouvoir municipal s'est affirmé comme chef de terre.

- 16 Les terres situées aux limites du bâti dense sont réservées en partie aux zones de recasement, ce qui implique une négociation entre la municipalité et les chefs de terre coutumiers, prenant en compte les cessions de terres cultivables opérées par ces derniers. Il s'agit alors de démêler un empilement hiérarchisé de droits sur un même champ. L'estimation de ces droits ne va pas sans conflits. Là encore, la notion de « mise en valeur » est déterminante. Mais si les villageois évaluent les droits des occupants à l'aune des relations d'échange entretenues depuis la cession, les occupants, eux, tendent à revendiquer un droit systématique. La municipalité joue un rôle d'arbitre. L'issue des négociations est fort variable¹¹, elles mettent en jeu l'ensemble des réseaux d'alliance mobilisables.
- 17 Cet « équilibre » des droits et des pouvoirs sur le sol, la position dominante du pouvoir administratif, suscitent des résistances. Les occupations (qualifiées d'illégales) de parcelles de recasement sont fréquentes, spontanées, ou provoquées par les villageois qui vendent les terrains dans l'urgence et à bas prix. Le plus souvent, l'administration imposera le respect de la loi, au détriment des acheteurs qui verront leurs constructions rasées sans dédommagement. Pour l'administration, ces désordres sont l'effet du détournement du droit coutumier. La coutume affaiblie est alors rejetée à la fois du côté de l'anomie et du figé. Elle fait certes obstacle au recasement des expulsés (on stigmatisera à la fois le manque de compassion et de « civisme » des villageois). Elle s'oppose également « aux mouvements de population nécessaires au développement urbain », c'est-à-dire à l'arrivée de populations « économiquement stables », commerçants et fonctionnaires qui ne peuvent plus s'implanter au centre de Bamako. L'instauration d'un marché foncier répondrait, par la souplesse qu'on lui prête, à cette nécessité. Nous avons déjà évoqué l'ambiguïté du code foncier, faisant coexister cession provisoire et attribution de titres fonciers définitifs. En lotissant, l'Etat affirme sa maîtrise du sol, et semble y renoncer (ou du moins la suspendre) lorsque les conditions du marché sont réalisées. Leurs droits une fois établis et légalisés, les habitants des quartiers lotis se considèrent comme maîtres de leur parcelle. Le « tri » de la population enclenché lors du lotissement se poursuit. Toutes les familles ne sont pas en mesure de reconstruire leur habitation¹², ou de régler les frais de la lettre d'attribution. Depuis 1995, les « ventes » de terrains se multiplient et les prix ne cessent de croître. En principe nul ne peut vendre son terrain avant d'avoir obtenu son titre d'attribution, l'administration n'y fait pourtant pas obstacle (certains agents affirment avec raison qu'ils n'en ont pas les moyens). Nous avons pu constater que l'obtention de titres fonciers définitifs, très onéreuse, était alors négociée par certains nouveaux occupants.
- 18 Les représentants du district et de la municipalité déplorent le « manque de rationalité » des vendeurs.

Que croient-ils faire ? Leurs deux ou trois millions, ils croient qu'avec ça, ils vont mieux vivre, trouver un terrain non loti en dehors du district, construire, partager un peu d'argent entre les fils ? Les terres augmentent là-bas, le prix des constructions aussi... Un jour prochain là-bas aussi on lotira, le district s'étendra...

Eh oui ! C'est fatal... Savent-ils seulement dans quelles conditions ils achètent ? Il faudra déguerpir toujours plus loin... (fonctionnaire municipal).

19 Ils anticipent également l'éclatement des familles.

S'il y a dispute, ils vont vendre ça d'abord et partager. Qu'est-ce qu'ils vont faire avec ça ? Redevenir locataires s'ils trouvent et se débrouiller chacun dans son coin... (élu municipal).

20 Toutefois, tous soulignent les avantages de ces ventes « pour le dynamisme du quartier », pour sa « réputation », les quartiers lotis ne seront plus des « quartiers de pauvres ». La municipalité entrevoit la possibilité de recouvrer enfin les impôts, le Gouvernorat d'alléger la pression foncière qui règne dans les quartiers centraux de Bamako.

21 La spéculation foncière qui accompagne le lotissement, les abus dénoncés par les habitants, ne sont eux aussi évoqués que comme autant d'indices du dysfonctionnement des pouvoirs coutumiers. Il en est ainsi des scandales impliquant des élus de l'ancienne équipe municipale¹³, accusés de s'être approprié des parcelles loties, aux dépens des déguerpis.

Ces gens-là fricotaient, passez-moi le mot, avec des chefs de village, ils ont fait leurs affaires, eh bien, ils ont été remplacés par le vote ! (technicien municipal).

22 Les sphères politique et administrative ne seraient donc pas concernées par ces malversations. Quant au marché foncier, il leur « échappe ». Il semble ici que la « concession légale » du sol soit à la fois le résultat et le moyen de l'englobement hiérarchique par la loi (l'Etat) de son apparent contraire, le droit coutumier.

La construction des territoires

23 Situons notre regard au sein du quartier. Les jeux de la coutume et de la loi, les topologies du pouvoir y empruntent d'autres formes. Les territoires¹⁴ dessinés par les pratiques des habitants et par leurs récits de mémoire semblent alors se superposer dans l'espace du quartier, révélant une profonde différenciation des temporalités sociales.

24 Aux yeux des habitants du centre de Bamako, le quartier de Dianguinabougou est homogène. Il est alors englobé dans l'espace de Bankoni, zone dangereuse, repaire de voleurs dont la police n'ose s'approcher. Aux yeux des habitants des quartiers les plus anciens de Bankoni également. Dianguinabougou commence là où le goudron, l'électricité et l'eau s'arrêtent. C'est le séjour des nouveaux venus, des ruraux mal dégrossis, que l'on qualifie volontiers de « broussards ». Les aménageurs, nous l'avons vu, y décèlent un principe d'hétérogénéité qu'ils intègrent dans leurs stratégies. Avant la mise en œuvre du lotissement, cette différenciation était décrite par les habitants du quartier en termes de « mélange », de confusion des « espèces »¹⁵, des origines villageoises, des niveaux de richesse, contraignant à la tolérance et au bon voisinage.

Tout se mélange, les Bamanan, les Bobo, les Dogon... Il y a des riches et des pauvres, il faut vivre ensemble et se supporter, nous sommes tous des hommes. (un vieil habitant du quartier)¹⁶.

25 L'analyse de récits d'installation recueillis en 1993 permet d'appréhender la diversité des trajectoires qui se croisent dans l'espace du quartier. Il semble qu'on puisse trouver là un principe de hiérarchisation des familles dans l'espace local. Il renvoie à la diversité des territoires relationnels d'appartenance, à la plus ou moins grande

distance aux centres du pouvoir économique et politique qu'ils impliquent. La procédure de lotissement a accentué pour les habitants la visibilité de cette hiérarchie, elle se manifeste par une inégalité dans les conditions de la mobilité spatiale ou de l'installation légalisée. Les conditions de la maîtrise de l'espace ne vont plus de soi, elles deviennent objet de débats. Pour certains, les formes qu'emprunte ce pouvoir (la règle du jeu social qui les déconcerte) opposent le village à la ville, l'espace de l'ordre coutumier et celui du pouvoir brutal et arbitraire. D'autres englobent village et ville dans un espace que leur réseau d'alliances leur permet d'investir.

- 26 Les premiers occupants (avant 1970) sont des cultivateurs qui sollicitent des terres auprès du village de Nafadji. Ils viennent pour la plupart de la région de Koulikoro et sont attirés par le marché urbain. Leur installation les conduit à utiliser et renforcer des liens entre villages, entre lignages. Dianguina devient chef de quartier¹⁷ et concède à son tour des terres. D'abord, nous dit-on, contre quelques kolas qui fondent les liens d'allégeance coutumiers, puis contre des sommes de plus en plus élevées¹⁸, réparties, en principe, entre Nafadji et la nouvelle communauté de quartier.
- 27 A partir des années 1980, l'installation à Dianguinabougou peut correspondre à une phase de stabilisation des trajectoires. L'acquisition d'un terrain permet à certains chefs de famille de mettre fin à une période de circulation dans l'espace urbain, de location en location, d'échapper au surpeuplement des concessions urbaines. Ils affirment ainsi leur autorité familiale (ils inaugurent un rapport de transmission) et leur statut au sein de leur lignage. Ils ont alors acquis une position économique qu'ils pensent stable, ouvriers d'une usine d'Etat, travailleurs des Travaux Publics et de la Voirie, artisans... Ils consolident leurs relations avec le village d'origine et sont alors considérés comme un point attractif de leur réseau d'alliances, ils accueillent les nouveaux migrants et les travailleurs saisonniers.
- 28 Pour d'autres, l'arrivée dans le quartier n'est qu'une étape dans un parcours d'errance urbaine. Travailleurs précaires, locataires perpétuellement expulsés, ils fuient la hausse des loyers dans les zones loties, et aussi parfois la disparition de leur clientèle (c'est le cas des petits artisans réparateurs, des porteurs d'eau...) Ils recherchent avec leurs propriétaires des rapports sociaux « moins durs », fondés sur la proximité des conditions et la durée¹⁹. Une décennie plus tard, tous, sous des formes diverses, ont connu une dégradation de leur situation, et l'annonce du lotissement semble remettre en cause la stabilité conquise par les possesseurs de parcelles. Certains sont au chômage, leurs enfants adultes accumulent les « apprentissages », les emplois précaires, les expériences de « petit commerce ». Les activités des uns et des autres tendent à se concentrer dans l'espace du quartier ou des zones « spontanées » les plus proches, et l'espace de leurs relations associatives, de leurs relations lignagères urbaines, coïncide avec celui des activités économiques. L'élaboration d'une tradition villageoise semble alors constituer un outil privilégié de négociation et d'interprétation des tensions sociales. Le village, espace de référence, est défini par l'ordre, la reproduction stable des rapports entre générations, des liens de subordination. Le quartier de Dianguinabougou est constitué en village lorsqu'il s'agit de définir la ville comme un espace d'insécurité, où rien ne vient modérer le pouvoir de l'argent, celui de l'administration. Au quartier, la population « punit les voleurs » et s'oppose à l'intervention de la police, la référence au modèle villageois se lit dans la mise en scène des conflits et de leur résolution. Pourtant, le quartier appartient bien à la ville quand les habitants le confrontent à l'espace imaginaire du village pour décrire la violence qui

s'y installe, la dégradation des rapports entre aînés et cadets, entre hommes et femmes, la transformation des chefs de quartier en « bouffeurs »²⁰ d'argent et de terre. L'élaboration d'une mémoire villageoise face au désordre urbain permet d'argumenter et de légitimer l'échec des perdants, celui du droit coutumier. Lorsqu'il s'agit de donner une cohérence aux perturbations enclenchées par le lotissement, l'Etat, la municipalité et leurs agents sont définis comme les incarnations d'un pouvoir étranger et opaque, on n'en peut appréhender les règles, donc en modérer l'appétit (« ils bouffent et c'est tout »), ou en attendre la moindre redistribution (« pour bouffer avec eux, il faut les connaître »). Les mésaventures des déguerpis privés de leur lot de recasement sont inlassablement commentées, tout comme celles des ouvriers « compressés » dont les actionnaires ont « mangé » l'usine. Fuir et franchir la frontière du district de Bamako peut être alors perçu comme un moyen de reconstituer un territoire menacé, répétition de l'installation dans l'ancien quartier-village. Les chefs des villages ruraux, l'autorité administrative du Cercle de Kati et de l'arrondissement de Kalaban sont opposés au district urbain et à la municipalité comme la coutume préservée l'est au désordre urbain.

- 29 Les observations menées sur ces nouvelles terres en voie d'urbanisation montrent bien que la « frontière villageoise » ne cesse de se déplacer. Là aussi se développe la spéculation foncière, les projets de lotissement se précisent. Les regards se tournent alors vers les villages plus lointains, proches de Kati, dont les chefs de terre commencent à être sollicités... aussi bien par les candidats à l'installation que par la municipalité I de Bamako.
- 30 Le déplacement des habitants les plus précarisés favorise l'implantation dans le quartier d'une troisième catégorie d'occupants. Leur parcours urbain apparaît comme un parcours d'accumulation de ressources monétaires, de relations, parfois de titres scolaires. Commerçants, employés d'administrations, de services hospitaliers, techniciens, ils perçoivent leur installation comme une étape de leur trajectoire ascendante. La hausse des prix fonciers dans les quartiers centraux de Bamako ne leur permettait guère d'autre choix. Mais en investissant dans ce quartier particulièrement dévalorisé, ils ont su anticiper ses transformations (notamment grâce à leur réseau de relations dans les administrations urbaines). L'espace relationnel qu'ils maîtrisent et tentent de développer englobe le village d'origine, la ville (lieu de leur exercice professionnel), et le quartier, trois pôles dont ils conçoivent eux-mêmes l'étroite interdépendance. Ils instaurent dans le quartier des relations d'échange hiérarchisées, procurent aux habitants des emplois domestiques, jouent le rôle d'intermédiaires avec l'administration, les employeurs du centre. Ils étendent en quelque sorte les relations de clientélisme qu'ils ont eux-mêmes nouées dans la ville, et alors qu'ils y occupent des positions relativement dominées, ils se voient peu à peu reconnaître localement un statut de « notable ». Leur prestige s'en trouve conforté au sein de leur lignage et les stratégies électorales les constituent en intermédiaires privilégiés.
- 31 Le lotissement du quartier marque une nouvelle étape de leur trajectoire. Ils sont désormais implantés en territoire urbain, et le nouveau contexte foncier leur permet d'acquérir à bas prix de nouvelles parcelles en zone de recasement et dans les villages périphériques. Certains y construiront et loueront des habitations, d'autres tenteront d'investir le marché foncier « parallèle ». Cette « mise en valeur » du sol (ils reprennent volontiers dans leurs discours ce thème administratif), est en même temps une mise en valeur de leur territoire relationnel, argumentée dans une référence constante à la

« tradition », ce qui pourrait sembler étrange au premier abord. Contrairement aux autres catégories d'habitants, les nouveaux notables locaux nouent des relations privilégiées avec la chefferie de quartier, en mettant en premier lieu leurs compétences administratives au service des anciens. Dans certains cas, de plus en plus fréquents dans les nouveaux quartiers, ils occupent eux-mêmes cette fonction, tremplin vers celle d'élu municipal, de dirigeant local d'un parti. La gestion et la répartition des terres est conçue comme une composante essentielle de ces responsabilités. Les partis politiques implantés dans les quartiers périphériques ont abondamment développé ce thème lors des élections municipales de 1998. Les attributions de parcelles loties aux élus municipaux et aux chefs de quartiers sont dénoncées avec violence par les habitants les plus anciens du quartier. Ces pratiques seront présentées ici comme relevant des privilèges du chef de terre, d'un processus traditionnel de redistribution. Les élus sont « récompensés » par la communauté municipale (pour leurs activités locales de mise en valeur du sol), les chefs de quartiers bénéficient des redistributions effectuées par les élus (en reconnaissance de leur bonne participation au lotissement).

- 32 Les réinterprétations de la chefferie de quartier mériteraient bien sûr une analyse plus précise. Nous signalerons seulement ici qu'elles s'accompagnent d'une redéfinition de la « communauté locale »²¹ urbaine, située dans des rapports d'interdépendances hiérarchisés au sein d'une communauté englobante, « le district » (de Bamako), qui semble souvent (dans les discours et les pratiques) désigner le pouvoir étatique.

Conclusion : la négociation d'une frontière

- 33 Les limites du district sont aujourd'hui l'enjeu de multiples négociations. Sur ses marges, les villages ruraux²² orientent leurs regards vers les communes urbaines. Là, on observe et commente l'avancée du lotissement, et les mésaventures des villages récemment englobés par la ville, celles de Nafadji surtout. Ce village, situé à la limite du district avait accepté en 1980 son intégration à la commune I de Bamako. Une vaste mangroviaire au sud du village a été sélectionnée comme zone de recasement, et lotie. La municipalité a attribué aux villageois une partie des parcelles (4/10). Contestant le bien fondé de cette décision, ils ont revendu tous les terrains, sans plus se soucier du lotissement. Devant les conflits qui en ont résulté, le chef du village et ses conseillers viennent d'effectuer un partage des terres situées au-delà de la frontière du district ; au sein de chaque lignage, tous les individus (hommes et femmes) ont reçu un certain nombre de parcelles et les revendent aujourd'hui.
- 34 Les élus municipaux semblent déplorer « l'irrationalité » de ce partage, de cette tentative « maladroite » d'entrée sur le marché foncier (le prix des terres va monter avec l'avance du lotissement). D'après nos observations, il semblerait que les procédures administratives aient contribué à l'accentuation des conflits entre les lignages villageois, entre aînés et cadets. Le partage des terres devrait être considéré sous cet angle. Quoi qu'il en soit, un tel exemple est perçu comme une menace par les anciens des villages ruraux. Ils doivent aujourd'hui évaluer les propositions de la municipalité qui sollicite leur alliance dans le cadre du processus de décentralisation²³, et les exigences de leurs jeunes adultes.

Nous avons besoin d'une école... Pour nos jardins il nous faudrait des pompes, les légumes se vendent bien à Bamako. Pour tout ça, il faut amener des « projets » (en français). On ne connaît pas ça. A Korofina (mairie de la commune I), ils disent qu'ils

peuvent nous amener ça ici... (Propos recueillis lors d'une « causerie » réunissant les jeunes adultes du village de Ntekedo-Coulibaly).

- 35 L'activité des ONG (« les projets ») est intégrée aux stratégies des municipalités lorsqu'il s'agit de « sensibiliser » les villageois.

Voilà, ce qu'ils ont besoin, nous on sait. On va en prendre quelques-uns là-bas qui ont intérêt à sensibiliser leur population (rires). On peut leur proposer des écoles, des dispensaires, du matériel pour pomper l'eau... Pour ça, on leur propose d'amener les projets. (Comment fait-on pour cela ?) Il faut avoir des connaissances en ville pour trouver ça... Bouger, être dynamique... Il y en a qui gardent l'ONG pour eux tous seuls et qui mangent ! (Rires). Il faut être clair, amener l'ONG sur le terrain et proposer un projet... Quelqu'un qui peut trouver ça aux villageois, ça les sensibilise ! Ils penseront à toi aussi pour les prochaines élections... (technicien dans un bureau d'études, résidant à Dianguinabougou).

- 36 La « gestion » des ONG, de leur circulation, implique un savoir-faire spécifique que s'attribuent les « notables » des quartiers en voie de lotissement. A un premier niveau, la maîtrise des « projets » constitue une ressource stratégique dans les négociations avec les villageois, et dans la compétition pour le pouvoir local. Au début de l'année 1999, les ONG se succèdent dans les villages et les quartiers spontanés situés au-delà du district. Les élections municipales sont proches (avril 1999), les candidats et leurs alliés mobilisent leurs réseaux. Cette mobilisation et ses enjeux immédiats pourraient être considérés comme l'indice d'un processus de reconfiguration hiérarchique. Dépourvus de capitaux monétaires, les nouveaux gestionnaires des communautés urbaines périphériques se constituent en relais des centres économique et politique. Ils construisent leur territoire de référence, en travaillent la visibilité, en inscrivant localement des réseaux d'alliances et de clientélisme qui les lient aux centres de décision nationaux, et au-delà, à l'espace international des organisations humanitaires. Ces deux espaces fictifs leur permettent, entre autres, d'affirmer leur légitimité au sein de la « communauté locale », contre les gros commerçants et les émigrants. Ces derniers, encore très minoritaires dans les quartiers en voie de lotissement²⁴, tirent leur prestige des richesses accumulées dans les espaces étrangers qu'ils investissent.

BIBLIOGRAPHIE

BERTRAND M., 1997. « Bamako, entre extensions et rattrapages », *Etudes foncières*, 76.

HALBWACHS M., 1968. *La mémoire collective*. Paris, PUF (1^{re} éd. 1950).

VIEILLARD-BARON H., 1989. « Bamako : croissance urbaine et évolution du lotissement », *Villes en Parallèle*, 14 : 238-253.

NOTES

1. Recensements, ministère de l'Economie du Plan et de l'Intégration, direction nationale de la Statistique et de l'Informatique.

2. Les limites du district de Bamako ont été fixées lors de la réforme administrative de 1978, elles correspondent au tracé de l'ancienne commune de Bamako (cf. carte ci-contre). Le district est divisé en six communes. Il dépend du Ministère du Développement, et le Gouverneur est nommé par le chef de l'Etat.
3. cf. carte ci-contre, Konumani, Dembélébougou, Siba Saba. Un marigot sépare le territoire de Nafadji et celui de Sikoroni.
4. En 1999, à Dianguinabougou, une parcelle (300-400 m²) pourvue de titres définitifs était vendue de 5 à 6 millions de francs CFA, une cession légale de 2 à 3 millions, une cession coutumière de 125 000 à 200 000 francs CFA.
5. Le verbe « déguerpir » (en français) désigne l'action de l'administration, « déguerpir un quartier » : le débarrasser de ses occupants illégaux ou dégager les voies de circulation. « Déguerpis » : habitants dont la concession a été détruite lors du lotissement.
6. Nous utiliserons ici des observations menées lors des différentes phases du lotissement, et des entretiens effectués auprès de fonctionnaires du Gouvernorat, d'élus municipaux de la commune I, de techniciens de cabinets d'experts chargés du bornage des lots. Les entretiens se sont déroulés en français.
7. L'analyse minutieuse des différentes phases d'aménagement et de lotissement intervenues depuis la décolonisation permettrait de mieux appréhender les sens investis aujourd'hui dans ces notions d'ordre, d'hygiène et de rationalité urbaine.
8. Géomètres et cartographes sont alors mobilisés, et on réexhume les bornes afin d'arbitrer entre les revendications des villageois et celles des autorités du district.
9. Largeur des voies prévues : 20 m pour les voies principales, 8 m, 10 m ou 12 m pour les voies secondaires.
10. 100 000 francs doivent revenir à l'Etat, 50 000 à la municipalité.
11. Nous avons vu un champ partagé en dix parcelles (de 300 m²), dont quatre ont été attribuées au chef de terre, qui a dû en rétrocéder deux à des occupants.
12. En 1999, la construction d'une seule pièce en banco revient à 175 000 francs CFA, en moellons de ciment « en dur » à 250 000 francs CFA.
13. Une nouvelle équipe municipale a été élue en 1998.
14. Nous définirons le territoire comme une construction sociale liée à la formation d'une collectivité de référence. Les individus se reconnaissent à l'intérieur du territoire qu'ils délimitent au cours d'une histoire commune. Les temporalités sociales s'y trouvent spatialisées.
15. *Siya*, terme bambara souvent traduit localement par « race ».
16. Les entretiens effectués auprès des habitants se sont déroulés en bambara.
17. *Dugutigi*, se dit aussi bien d'un chef de village que d'un chef de quartier urbain.
18. Dans les récits, nous avons relevé des sommes allant de 10 à 15 000 francs CFA avant 1980, de 30 à 40 000 francs CFA en 1985.
19. De tels rapports constituent souvent aujourd'hui une condition de la survie, alors que les usines « compressent » des centaines de travailleurs. On voit alors certains propriétaires garder, et même nourrir les familles des « compressés ».
20. Le verbe *ka dun*, dans un tel contexte, est localement traduit par « bouffer », et non par « manger ».
21. Administrations locales et ONG usent abondamment de ce terme (« centres de santé communautaires », « communauté de quartier », « développement communautaire »).
22. Ntekedo-Coulibaly, Ntekedo-Nyaré, Zorokoro, sont situés à 15 ou 20 km des zones urbanisées, sur un plateau qui les domine.
23. Pour la constitution de communes. Ces villages doivent décider soit de former des communes rurales liées à Kati, soit de s'allier à la commune I de Bamako.

24. Des émigrants, originaires de la région de Kayes, ont acheté des terrains et installé leurs familles dans le quartier. Certains possèdent des commerces sur place ou dans le centre de Bamako. Ils travaillent en France ou en Côte-d'Ivoire.

RÉSUMÉS

Nous présentons ici quelques éléments d'observations effectuées, entre 1993 et 1999, dans un quartier « spontané » de Bamako, Dianguinabougou. Les procédures de lotissement engagées depuis 1992 par le Gouvernorat du district de Bamako concernent tous les quartiers « spontanés » de la périphérie urbaine. Elles interviennent dans un contexte de crise économique aiguë (privatisation des entreprises, chômage). Elles accélèrent le déplacement des populations précarisées aux confins des espaces urbanisés et semblent susciter de multiples réinterprétations des règles administratives et coutumières régissant l'occupation du sol, des pouvoirs qui en garantissent l'application. Les tracés des circonscriptions administratives, des frontières territoriales villageoises, des limites entre espaces urbains et ruraux connaissent une transformation rapide, dont les enjeux mobilisent à la fois les instances administratives, les chefferies des villages et des quartiers urbains, différentes catégories d'habitants. Nous nous interrogerons sur les définitions du territoire, de l'ordre et du désordre, élaborées dans le cadre d'une confrontation dont l'appropriation du sol ne constitue que le terme le plus apparent.

In this article are presented a few elements of observations carried out between 1993 and 1999 in Dianguinabougou, a « spontaneously developed » urban area of Bamako. The housing development procedures undertaken since 1992 by the Governorate of the Bamako District concern all the « spontaneously developed » areas of the urban periphery. These procedures are being adopted in a context of acute economic crisis (privatisation of companies, unemployment). They are accelerating the movement of economically insecure populations to the boundaries of urbanised areas and seem to give rise to numerous reinterpretations of the administrative and customary rules governing land occupancy and of the authorities which ensure the application of these regulations. The plans of the administrative districts, of the village territorial borders, and of the boundaries between urban and rural areas are undergoing rapid transformation, the interests of which have mobilised the administrative authorities, the chieftaincies of the villages and of the urban areas, and different categories of inhabitants. In this article questions are asked concerning the definitions of territory and of order and disorder developed within the framework of a confrontation of which the appropriation of land constitutes only the most outward aspect.

AUTEUR

FRANÇOISE BOURDARIAS

LAST

Université de Tours